Face à l’afflux des vêtements de fast-fashion, la seconde main peine à s’en sortir

Le flux de dons de vêtements ne cesse de croître, mais parallèlement à cela, la qualité des vêtements a chuté drastiquement, notamment à cause des produits de la fast fashion. Face à cela, les acteurs de ce secteur tentent de se maintenir à flot.

Le flux de don de vêtements encombre les zones de stockage au sein de Cyclup.

« Cyclup centre de tri est fermé temporairement. Nous suspendons les dons. » Rideaux de fer maintenus baissés. C’est ce message que les passants pouvaient lire sur la porte d’entrée de ce centre de tri, situé au cœur du quartier des Marolles, dans la longue et animée rue Haute. A l’intérieur, l’ambiance est pour l’heure détendue. L’équipe travaille dans une atmosphère conviviale, chacun sachant ce qu’il a à faire. De son côté, installée à la fois dans son bureau et au sein du centre de tri, Zohra Alaoui gestionnaire du centre de tri Cyclup court entre réunions, coups de téléphone et gestion des vêtements.

C’est elle qui nous montre une partie des stocks. Sacs-poubelle remplis de vêtements qui s’accumulent, bacs qui débordent, la place devient de plus en plus restreinte. « A terme, on va déménager. C’est en partie pour cela que l’on est fermé. On déménage pour pouvoir réceptionner

l’ensemble des colis et pallier à ce problème de stockage » explique la gestionnaire. Sur la table, les sacs se vident les uns après les autres toute la journée. « Les flux sont tellement importants qu'il y a encore une grande marge avant que l'on ne puisse réellement voir tout cela se vider.» Le tri n’a pas de fin, le textile arrive continuellement. En 2023, Cyclup avait récupéré 22,5 tonnes de textile et cette année, l’ASBL estime monter jusqu’à 35 tonnes.

Face à l’afflux constant de dons, il y a également le constat d’une nette diminution dans la qualité des vêtements. La cause ? L’inondation du marché par les marques de fast fashion et d’ultra fast fashion comme *Shein*. Comme l’ensemble du secteur du réemploi, Cyclup tire la sonnette d’alarme face à l’urgence de la situation.

La seconde main face au défi de l’ultra fast fashion

Le marché de la seconde main a beau tenté de dépasser celui de la fast fashion, on retrouve désormais celle-ci dans la seconde main. Parfois cachées voire enlevées, les étiquettes des produits de l’ultra fast fashion se font discrètes. Au sein du centre de tri, les travailleurs passent désormais davantage de temps à examiner les vêtements. « On s’en rend compte en regardant les coutures. On pourrait presque confondre ça avec un travail fait main, tellement les coutures sont mal faites et se déchirent » nous décrit Zohra Alaoui. « C’est délicat, mais on sait que lorsqu’il y a un décès d’une personne âgée, on va nous faire don de ses vêtements. Et bêtement, on sait que la qualité sera vraiment meilleure. »

Face à ce défi, l’ASBL Cyclup essaye de valoriser à son niveau ces vêtements de mauvaises qualités afin qu’ils ne finissent pas incinérés. Ainsi, en fonction de la qualité, « on va mettre en avant les produits, on va essayer de les valoriser au maximum. Et pour ceux de la fast fashion, on essaye de les réparer légèrement en remettant un bouton par exemple. Mais de plus en plus fréquemment, on va avoir un vêtement qui a été porté une fois, lavé deux fois et qui sera déjà complètement immettable » nous décrit Zohra Alaoui. Ainsi, les prix des textiles de seconde main, notamment dus à leur piètre qualité, ne cessent de diminuer alors que les coûts liés au tri et à la valorisation ne font que d’accroître.

Une législation élaborée à l’envers

Dès janvier 2025, l’Europe appliquera une nouvelle directive sur la fin de vie et la réduction des déchets textiles. Si cette loi a pour objectif de lutter contre le gaspillage et de promouvoir l’économie circulaire, elle risque d’engendrer de nouvelles difficultés dans le secteur.
« Désormais, les particuliers devront trier leurs déchets textiles et les mettre dans les bulles à dispositions. Or, ces dernières sont déjà remplies, voire retirées. On va alors voir apparaître des décharges sauvages » explique la gestionnaire de Cyclup.

Afin d’appliquer ces règles, le gouvernement compte faire appel aux gestionnaires actuels. Or, la question du financement n’a pas été abordée face à cette nouvelle charge de travail, alors que les centres de tri en Belgique peinent à absorber le flux. « Tout est pris à l'envers. On veut réguler mais en même temps, on ne nous donne pas de moyens supplémentaires. On nous en retire même. Donc ça va être très compliqué de pouvoir gérer ça » se désole Zohra Alaoui.

Dans ce contexte, cette directive européenne vient s'ajouter à la crise que traverse actuellement ce secteur. Et des victimes sont déjà à déplorer. En Allemagne, SOEX, leader européen du tri de textile, a demandé l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité. Ce groupe traitait 120 000 tonnes de textile par an. A titre de comparaison, la Belgique ne traite que 35 000 tonnes par an, tous acteurs confondus. Ainsi, en cas de faillite, cela conduirait à devoir amortir 120 000 tonnes de vêtements sur plusieurs pays.

Claire Laville